

Déclarations de ministres

La nouvelle taxe de vente quelle qu'en soit la forme annulera presque totalement les réductions d'impôt aux familles moyennes. De plus, ils vont probablement taxer pour la première fois des choses essentielles comme la nourriture et le logement. A elle seule la taxe sur la nourriture se traduirait en une nouvelle taxe de 300 \$ pour la famille moyenne. Les Canadiens et les Canadiennes méritent plus d'honnêteté. Ils méritent qu'on leur donne le «portrait» en entier ce soir. Encore une fois, monsieur le Président, les conservateurs ont choisi certains des bons ingrédients mais ils ont utilisé la même recette qui favorise les gens riches et épargne les grandes sociétés. Le résultat final est encore le même: la famille moyenne paie la note.

● (2120)

[Traduction]

La réforme fiscale des conservateurs favorise les riches et les milliers d'entreprises rentables qui continueront de ne pas payer d'impôts mais elle fera payer davantage à la famille moyenne qui ne récupère rien des augmentations d'impôts qu'elle a subie depuis 1984. Parallèlement, les conservateurs taisent les mauvaises nouvelles en camouflant l'augmentation de la taxe de vente qui éliminera tout l'effet des réductions d'impôt pour la famille canadienne moyenne.

Il est évident que le gouvernement a l'intention de mettre cette taxe en vigueur et de l'appliquer aussi aux aliments et aux autres biens essentiels, en dépit de la réaction négative générale que suscite cette mesure. J'ai parlé à mes électeurs et j'ai reçu des appels téléphoniques de partout au pays.

M. Hockin: Vous venez tout juste d'entendre la déclaration.

M. Cassidy: Nous savions que ce serait dans la déclaration. Nous n'avons cessé de demander au gouvernement de revenir sur sa décision d'imposer une taxe sur les aliments depuis que le ministre des Finances (M. Wilson) a annoncé il y a un peu plus d'un mois ce que contiendrait en substance le programme présenté ce soir.

Les conservateurs sont-ils revenus sur leur décision? Non. Étaient-ils même disposés à admettre qu'il y avait là un problème? Non. Au lieu de cela, ils ont réaffirmé qu'il fallait imposer une taxe sur les aliments de sorte que chaque fois désormais qu'on fera son marché chez Woodward's, Safeway, Loblaw's, A&P, IGA ou à l'épicerie Boushey's, dans ma circonscription, il faudra payer une taxe de 6 p. 100 sur les aliments.

Cela ressort nettement de ce programme. Pendant la séance d'information à huis clos, mon ami le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) et moi étions franchement scandalisés de voir que le gouvernement continue de faire fi des conseils qu'il reçoit des Canadiens ordinaires.

Le ministre d'État chargé des Finances (M. Hockin) devrait signaler à son collègue, le ministre des Finances, que Dalton Camp a beau être payé plus de \$100 000 par année pour conseiller le gouvernement sur la façon d'éviter les problèmes, il n'y arrive pas puisqu'il n'a pas réussi à convaincre le gouvernement et le ministre de revenir sur leur décision d'imposer une taxe de vente sur les aliments.

Je crois savoir que même le premier ministre (M. Mulroney) a invité le ministre des Finances à ne pas inclure cela dans le Livre blanc, mais en vain. Le gouvernement est en train de commettre une terrible erreur. Nous comprenons que le gouvernement ne se révèle pas très populaire dans les sondages et

qu'il éprouve des problèmes. Nous savons qu'il restera impopulaire s'il menace d'annuler en 1989 cette réduction d'impôt en imposant cette taxe de vente sur les aliments et d'autres articles.

Je me permets de citer les prévisions du gouvernement quant aux recettes qu'il tirera de la taxe de vente en 1988 et 1989. Ils montrent que les recettes provenant de la taxe de vente cette année-là n'augmenteront pas de un milliard de dollars comme le ministre l'a annoncé ce soir, mais de deux milliards par rapport à 1987. En fait, en 1988, les conservateurs auront doublé le fardeau de la taxe de vente que paient les Canadiens ordinaires depuis leur arrivée au pouvoir. Les Canadiens nous disent qu'ils sont prêts à accepter d'être imposés en fonction de leur capacité de payer, c'est-à-dire en fonction de leur revenu et non de ce qu'ils achètent.

Parlons de l'impôt sur le revenu des particuliers. Nous nous réjouissons que les conservateurs ont enfin adopté le système de crédits d'impôt. Cependant, je déplore le fait qu'en mettant en oeuvre ce système, le gouvernement n'a pas réussi à le rendre vraiment plus progressif qu'il ne l'est actuellement.

M. Hockin: Il l'est beaucoup plus.

M. Cassidy: Le ministre d'État aux Finances dit qu'il est beaucoup plus progressif. Voyons les réductions d'impôt prévues pour les privilégiés. Les gens qui gagnent moins de 15 000 \$ recevront une réduction d'impôt de 140 \$ en 1988 et après, ceux qui gagnent de 15 000 \$ à 30 000 \$ recevront 405 \$ et ceux qui gagnent de 30 000 \$ à 50 000 \$, 470 \$. C'est un système qui récompense les nantis et non les personnes dans le besoin parce que plus les revenus augmentent, plus on en profite.

M. Hockin: Ils paient plus d'impôts.

M. Cassidy: Ceux qui gagnent entre 50 000 \$ et 100 000 \$ reçoivent une réduction de 700 \$. Quand on arrive dans les milieux des bleus, c'est-à-dire des gens qui gagnent plus de 100 000 \$, on voit qu'ils recevront une réduction d'impôt de 4 365 \$. C'est une réduction d'impôt 30 fois plus élevée que celle des gens qui gagnent moins de 15 000 \$.

Quel genre de réforme fiscale est-ce là? Pourquoi ne pouvons-nous pas avoir une réforme fiscale qui favorise les Canadiens pauvres et ordinaires plutôt que de donner de l'argent aux riches?

Des voix: Bravo!

M. Hockin: Quel sophisme.

M. Cassidy: Le ministre d'État aux Finances ne partage évidemment pas les secrets de son collègue, le ministre des Finances. Autrement, il se rendrait compte que cette réforme fiscale est bien médiocre.

On évalue une réforme fiscale d'après le montant d'argent qui revient aux particuliers. Les personnes qui gagnent moins de 15 000 \$ récupéreront une somme qui équivaut à 0,8 p. 100 de leur revenu. C'est loin d'être fantastique. Quant aux personnes dont le revenu va de 15 000 \$ à 30 000 \$, elles récupéreront un peu plus, soit 1,4 p. 100.

Les personnes gagnant entre 30 000 \$ et 50 000 \$ récupéreront elles-aussi 0,8 p. 100, soit la même chose que les personnes dont le revenu est inférieur à 15 000 \$. Apparemment, les personnes dans la tranche des 40 000 \$ ont proportionnellement besoin de récupérer autant que les pauvres.